

Horst Köhler préconise une action internationale concertée à la suite des attentats du 11 septembre

A la suite des attentats contre les États-Unis, Horst Köhler, Directeur général du FMI, a préconisé une action internationale concertée pour pallier les faiblesses de l'économie mondiale et faire face aux risques qui pèsent sur l'avenir. Il a souligné que, dans l'immédiat, les politiques économiques s'inscriront dans un contexte extraordinairement incertain.

M. Köhler a tenu ces propos dans une déclaration au Conseil d'administration du FMI, transmise aux gouverneurs du FMI, et qui a aussi été diffusée. Tout en notant qu'«on peut raisonnablement s'attendre à ce que la détérioration actuelle des conditions économiques soit d'assez courte durée», il a ajouté qu'«il ne faut pas non plus négliger les risques d'aggravation, qui entraîneraient un fléchissement plus prononcé de la croissance et des difficultés financières accrues dans de nombreux pays». Le FMI, ses membres et les autres organisations internationales doivent coordonner leur action pour faire face à ces évolutions et à ces risques.

Perspectives mondiales

Même avant les attentats, a indiqué M. Köhler, on avait observé un net repli de l'activité dans toutes les grandes régions du monde. À la suite des attentats, le ralentissement de l'activité va s'accroître, surtout aux États-Unis mais aussi ailleurs. La situation des marchés émergents et des pays en développement est devenue plus difficile, avec le rétrécissement de l'accès aux marchés financiers internationaux et une baisse plus marquée de la demande et des cours de leurs produits de base. En outre, les impératifs de sécurité se traduisent par un alourdissement des coûts du transport aérien, une baisse de la fréquentation touristique et la montée des prix et des coûts du transport des marchandises.

Les États-Unis ont été le principal moteur de la croissance mondiale depuis dix ans. D'après M. Köhler, un nouveau tassement de l'activité

de ce pays aurait un impact considérable sur l'Amérique latine et les Caraïbes ainsi que sur toutes les destinations touristiques du monde. Les pays à marché émergent débiteurs se ressentiraient de la répugnance des investisseurs internationaux à prendre des risques, les économies émergentes d'Asie souffriraient de l'affaiblissement de la demande, notamment de produits de haute technologie, dans les pays industrialisés, et il est probable que la baisse de la demande et des cours des produits de base contribuerait à assombrir encore les perspectives des producteurs de produits primaires.

Les prix du pétrole pourraient avoir un impact important, qu'ils évoluent dans un sens ou dans l'autre. Leur baisse avantagerait les importateurs nets de pétrole, dont beaucoup sont parmi les pays les plus pauvres. Leur hausse aurait l'effet inverse et profiterait aux exportateurs de pétrole, y compris à certains pays à marché émergent qui sont emprunteurs.

Rôle du FMI

Face à la situation actuelle, le FMI peut prendre certaines mesures pour aider ses membres. Il encourage tous les pays à recadrer leur politique et à faire appel au FMI sans tarder pour examiner les incidences des récents événements sur leur politique économique.

- Les économies avancées ont un rôle clé à jouer en faisant en sorte que leurs politiques macro-économiques et financières permettent un retour rapide à une croissance durable et à la stabilité financière. Les mesures que ces pays ont déjà prises pour assouplir leur politique monétaire sont aussi appropriées que bienvenues; ils pourraient, au besoin, exploiter la marge d'assouplissement qui subsiste. Pour commencer, il conviendrait de laisser jouer les stabilisateurs automatiques, et un certain assouplissement dans le domaine des finances publiques pourrait être indiqué, bien qu'il doive être

compatible avec les besoins du pays à moyen terme. L'accélération des réformes structurelles nécessaires pour accroître le potentiel économique des pays à moyen terme contribuerait fortement au rétablissement de la confiance.

- Les économies émergentes sont vulnérables face à toute interruption des apports de financement privé, et des politiques économiques saines sont indispensables. Pour sa part, le FMI peut 1) encourager les pays qui remplissent les conditions pour en bénéficier à envisager de recourir à ses lignes de crédit préventives (destinées à aider les pays dotés de politiques et de systèmes financiers solides à résister à la contagion en cas de perturbations des marchés de capitaux), 2) envisager de nouveaux programmes appuyés par la facilité de réserve supplémentaire ou des accords de confirmation, et 3) pour les pays qui ont déjà un programme en cours, envisager d'augmenter ou de réaménager leur accès à ses ressources.

- Le FMI est prêt à aider les pays en développement en approuvant de nouveaux accords de confirmation, en augmentant le montant des accords en vigueur ou en les rééchelonnant, et en compensant les moins-values des recettes d'exportation par le jeu de son mécanisme de financement compensatoire (MFC).

- Pour les pays à faible revenu où un programme triennal d'ajustement structurel est en place ou pourrait l'être à bref délai, le FMI serait prêt à fournir des ressources supplémentaires dans le cadre de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC). Pour les pays membres qui ne sont pas en mesure d'engager un programme triennal, des accords de confirmation seraient envisageables. Le FMI encouragerait aussi les pays à rechercher des compléments de ressources concessionnelles auprès d'autres donateurs officiels et à œuvrer de manière à obtenir au besoin une réponse

positive des créanciers, notamment sous forme d'une assistance dans le cadre de l'initiative PPTE.

Le Directeur général a souligné que les instruments financiers et les politiques actuelles du FMI semblent appropriés aux besoins des pays membres, mais que le FMI est prêt à ajuster ses politiques, le cas échéant. Il a ajouté que les récents événements ne devraient pas empêcher le FMI de continuer à fournir son soutien aux pays membres à faible revenu dans l'immédiat.

Action à l'échelle mondiale

«La réponse apportée par le FMI doit s'inscrire dans le cadre d'un effort concerté de la communauté internationale», a déclaré M. Köhler. Cela requiert l'engagement d'une large gamme d'institutions.

- La participation des banques multilatérales de développement sera essentielle pour donner des conseils dans une optique secto-

rielle et fournir des concours budgétaires ou des financements complémentaires pour des projets ou programmes à certains pays qui en auront besoin. C'est pourquoi les dirigeants du FMI, de la Banque mondiale et de banques régionales de développement ont mis en place une action coordonnée.

- Les agences de crédit à l'exportation auront leur rôle à jouer pour assurer la continuité du financement des échanges.

- Le Club de Paris pourrait être appelé à rééchelonner les obligations de certains pays membres envers les créanciers officiels.

- Le réengagement des marchés internationaux de capitaux privés sera crucial pour accélérer la reprise. Le groupe consultatif du FMI pour les marchés de capitaux, créé pour renforcer le dialogue entre créanciers privés et publics, est un relais important pour obtenir la participation du secteur privé.

- Le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales sera déterminant pour renforcer la confiance. Il importe tout autant de conserver l'élan des diverses initiatives engagées par les pays industrialisés pour ouvrir l'accès de leurs marchés aux pays pauvres.

- Les efforts visant à poursuivre résolument les initiatives de lutte contre le blanchiment de capitaux doivent être fermement appuyés.

M. Köhler a déclaré que la communauté internationale doit se rassembler «pour guider cette action coordonnée face à la détérioration de la situation économique mondiale». C'est pourquoi il a réaffirmé qu'il souhaitait une réunion à bref délai du Comité monétaire et financier international et du Comité du développement du FMI et de la Banque mondiale. (Cette réunion a été ultérieurement fixée aux 17 et 18 novembre 2001, à Ottawa.)

Le FMI révisé à la baisse ses projections de croissance mondiale

Les perspectives de l'économie mondiale pour 2001-02 ont continué de s'assombrir depuis la publication des projections du FMI en mai 2001, et elles risquent de se dégrader davantage encore à la suite des attentats du 11 septembre. Dans l'édition la plus récente des *Perspectives de l'économie mondiale*, publiée en octobre 2001, les projections de croissance ont été révisées à la baisse pour presque toutes les régions. Cette dégradation tient à divers facteurs : répercussions plus graves que prévu du fléchissement de l'activité mondiale dans certaines régions, reprise retardée aux États-Unis, repli de la demande intérieure et baisse de la confiance en Europe, risque de recul de la croissance au Japon avec l'accélération de la réforme structurelle (encore que celle-ci aura d'importants effets positifs à moyen terme), baisse continue des dépenses en technologies de l'information, qui touche notamment l'Asie, et détérioration des conditions de crédit pour les marchés émergents, surtout en Amérique latine.

Ralentissement mondial

D'après les projections, la croissance du PIB faiblit dans presque toutes les régions et s'accompagne d'une progression nettement moins rapide des échanges. Cela étant, de nombreux pays, les États-Unis en particulier, ont assoupli leur politique macroéconomique, agissant le plus récemment dans ce sens à la mi-septembre, à la suite des attentats. Cet assouplissement, conjugué à l'atténuation graduelle de l'impact des chocs qui ont contribué au ralentissement de la croissance mondiale (des prix du pétrole, entre autres), devrait aider à renforcer l'activité et la confiance au cours de la période à venir. Cependant, des incertitudes et des risques importants demeurent, car le repli de la croissance rend le monde plus vulnérable aux événements imprévus, et le danger d'un affaiblissement plus profond et plus long de l'activité est toujours là.

Ces incertitudes ont en outre été accrues par les récents attentats. Le défi que doivent relever les responsables économiques est de contenir le mieux possible ces risques tout

en assurant à moyen terme une résolution ordonnée des déséquilibres de l'économie mondiale.

D'après les projections actuelles, la croissance mondiale serait de 2,6 % en 2001, soit un taux inférieur de 0,6 point à celui prévu dans les *Perspectives* de mai dernier et de plus de 2 points au taux exceptionnel enregistré en l'an 2000 (voir tableau). Aux États-Unis, la croissance se chiffrerait à 1,3 %, soit une diminution de 0,2 point par rapport à mai dernier, et l'on s'attend à ce que l'activité commence à se redresser modestement au cours de la période à venir, à mesure que montera en puissance la politique d'assouplissement engagée par les autorités. Dans les autres pays industrialisés, toutefois, les perspectives se sont plus nettement dégradées. Dans la zone euro, le taux de croissance a été abaissé de 0,6 point et ramené à 1,8 % en raison d'un vif repli de la croissance de la demande intérieure, surtout en Allemagne, et des répercussions plus fortes que prévu du tassement de l'activité mondiale. Il est très inquiétant de

Perspectives de l'économie mondiale : projections relatives à la production

(Variations annuelles en pourcentage)

	1999	2000	Projections actuelles		Écart par rapport aux projections de mai 2001 ¹	
			2001	2002	2001	2002
Production mondiale	3,6	4,7	2,6	3,5	-0,6	-0,4
Économies avancées	3,4	3,8	1,3	2,1	-0,6	-0,6
Pays en développement	3,9	5,8	4,3	5,3	-0,7	-0,3
Pays en transition	3,6	6,3	4,0	4,1	—	-0,1

Source : *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2001 (Washington, Fonds monétaire international).

¹ Calculé sur la base de la parité des pouvoirs d'achat (PPA), d'après le tableau A de l'appendice statistique des *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2001 du FMI.

constater que les perspectives ne cessent de s'assombrir au Japon; son PIB devant, selon les projections actuelles, diminuer de 0,5 % en 2001, soit de plus de 1 point par rapport aux projections antérieures, il y a lieu de penser que ce pays traverse sa quatrième récession en dix ans. (Une récession correspond à deux trimestres de croissance négative du PIB réel.)

Pays en développement ou en transition

Les perspectives se sont aussi dégradées dans la plupart des pays en développement ou en transition. La croissance a été fortement révisée à la baisse dans l'Hémisphère occidental, car la recrudescence des difficultés financières de l'Argentine, ainsi que les incertitudes politiques et divers autres chocs, dont la crise de l'énergie au Brésil, ont fortement pénalisé l'activité. Les entrées de capitaux dans la plupart des pays, exception faite du Mexique, ont également diminué, ce qui est préoccupant étant donné les importants besoins de financement extérieur de la région. Dans les pays émergents d'Asie, la croissance reste robuste en Chine, mais le recul de l'activité mondiale et le renversement conjoncturel observé dans le secteur des technologies de l'information ont eu sur de nombreux pays un impact très fort qu'ont aggravé les relations commerciales intrarégionales et l'évolu-

tion de la situation au Japon. Les perspectives de croissance se sont aussi modérément détériorées au Moyen-Orient à cause de la baisse des prix du pétrole et de la réduction de la production, ainsi que de la crise que connaît actuellement la Turquie. En Afrique, les projections ont également été révisées à la baisse, encore que le taux de croissance devrait dépasser celui de l'an 2000, les conditions atmosphériques s'étant améliorées et les problèmes de sécurité ayant perdu de leur acuité dans plusieurs pays. Dans les économies en transition, en revanche, les perspectives restent pour l'essentiel inchangées.

Impact des attentats terroristes

Les prévisions n'ont pas été ajustées pour tenir compte des attentats du 11 septembre. À l'évidence, les récents événements auront à court terme un impact sur l'activité et aggraveront les risques déjà considérables de dégradation de la situation économique, tant aux États-Unis que dans les autres pays. Les pertes en vies humaines sont élevées et les dégâts matériels con-

sidérables, mais les répercussions directes des attentats sur l'activité aux États-Unis seront sans doute modérées; en outre, il semble que l'infrastructure financière mondiale a bien résisté. Cependant, il se peut que les effets indirects soient plus graves, et l'on risque de constater une dégradation durable de la confiance des consommateurs, des entreprises et des milieux financiers, une recherche de la qualité sur les marchés financiers qui pourrait saper encore davantage la stabilité financière ou les financements déjà compromis, et une hausse des prix du pétrole.

S'il est encore trop tôt pour procéder à une évaluation complète de ces risques, les récentes réductions des taux d'intérêt aux États-Unis, au Canada et en Europe, ainsi que le desserrement monétaire modéré décidé récemment par le Japon, aideront à soutenir la confiance et l'activité.

Torsten Sløk est économiste à la Division des études économiques internationales du Département des études du FMI.

Financement extérieur de l'assistance technique du FMI

Le FMI a notamment pour mission de fournir une assistance technique aux pays membres qui cherchent à renforcer leur capacité de gestion économique. Cette assistance porte essentiellement sur les principaux domaines de compétence de l'institution, à savoir la politique macroéconomique, la politique et le système de change, la politique et la gestion budgétaires, ainsi que les statistiques macroéconomiques.

Parallèlement à l'augmentation du nombre de pays membres et à l'adoption par maints pays d'une économie de marché, les activités

d'assistance technique se sont développées rapidement au début des années 90. Il a aussi été demandé au FMI de déployer des efforts considérables et coordonnés pour fournir rapidement une assistance technique aux pays sortant de conflits armés. Cette demande continue d'augmenter : le FMI aide ses pays membres à adopter les normes internationales de gestion financière, budgétaire et statistique, les pays pauvres très endettés (PPTE) à concevoir et à gérer des programmes de réduction de la dette, et les pays à faible revenu à formuler et à exécuter des pro-

grammes de lutte contre la pauvreté et de croissance.

Face à cette hausse de la demande, le FMI a établi des priorités pour se concentrer sur les principaux domaines de la politique économique et des programmes, et renforcer la coordination. Il collabore aussi de plus en plus avec les autres donateurs pour le financement de son programme d'assistance technique.

Le FMI dépense aujourd'hui environ 100 millions de dollars par an pour ses activités d'assistance technique, soit environ 20 % de ses dépenses administratives an-

nelles. Si le FMI finance son assistance technique essentiellement sur son propre budget, le financement extérieur est devenu récemment une importante source supplémentaire d'appui, sous forme de dons au titre du compte-cadre administré pour le financement d'activités d'assistance technique ou, parfois, d'accords de partage des coûts au titre de projets du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) qui sont exécutés par le FMI, ou encore d'autres accords avec le FMI.

Pendant l'exercice 2001 du FMI, qui a pris fin le 30 avril 2001, le financement extérieur de donateurs bilatéraux et multilatéraux représentait plus de 20 % du total des activités d'assistance technique et de formation du FMI. Le Japon reste le plus gros donateur, avec quelque 70 % du financement extérieur pendant l'exercice 2001. Cependant, grâce aux récents efforts du FMI, les donateurs sont en plus grand nombre et incluent dorénavant l'Australie, le Canada, le Danemark, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suisse, ainsi que la Banque asiatique de développement, la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale, le PNUD et l'Union européenne.

Au premier semestre de l'exercice 2002 (mai-octobre 2001), les donateurs ont contribué, pour environ 24 millions de dollars, aux initiatives d'assistance technique ci-après :

Plan d'action pour la coopération technique au Cambodge.

Ce programme à moyen terme vise à renforcer la capacité des pouvoirs publics à formuler et à exécuter une politique budgétaire et monétaire avisée, et à gérer plus efficacement les finances publiques. Grâce aux conseils du représentant résident et d'experts à court terme, à des formations et à la mise en place de systèmes automatisés d'information pour la gestion, ce programme a pour but de renforcer les capacités institutionnelles des départements du budget et des affaires financières, des impôts, et des douanes et accises du Ministère de

l'économie et des finances, ainsi que de la Banque nationale du Cambodge. Ce programme a été approuvé en mai 2001, avec un financement de 5,1 millions de dollars du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de la Banque asiatique de développement et du PNUD.

Centre d'assistance technique pour les Caraïbes. Il s'agit d'un programme triennal visant à aider 20 pays des Caraïbes à améliorer leur gestion économique et financière dans des domaines clés : administration du budget et des impôts; contrôle et régulation du secteur financier, y compris des centres offshore; et établissement des statistiques financières, économiques et sociales. Cet accord a pris effet en mai 2001, avec un financement de 8,7 millions de dollars du Canada, de la Banque mondiale, de la Banque interaméricaine de développement, des États-Unis et du PNUD.

Assistance technique aux réformes économiques en Asie centrale. En 1998, le FMI, avec un financement du Secrétariat d'État de la Suisse pour les affaires économiques, a engagé un programme d'assistance technique à l'appui des réformes économiques dans les cinq pays d'Asie centrale (Azerbaïdjan, Ouzbékistan, République kirghize, Tadjikistan et Turkménistan) qui sont représentés par l'Administrateur suisse au FMI. En juillet 2001, la Suisse a approuvé un financement supplémentaire de 5 millions de dollars pour des projets d'assistance technique qui se fondent sur les efforts déployés précédemment pour renforcer la gestion du budget, des finances publiques et de la dette dans ces cinq pays.

Téléenseignement en Afrique. En septembre 2001, le Département du Royaume-Uni pour le développement international a approuvé un financement de 0,9 million de dollars pour un projet de 15 mois qui permet à l'Institut du FMI d'offrir à distance son cours de programmation et de politique financières à 80 fonctionnaires de 21 pays africains sur une période de dix semaines, qui sera complétée par deux semaines de formation à Washington.



Signature de l'accord entre le FMI et les autorités suisses le 18 juillet 2001, confirmant la contribution supplémentaire de 5 millions de dollars de la Suisse à l'appui de l'assistance technique aux pays d'Asie centrale. De gauche à droite, Eduardo Aninat, Directeur général adjoint du FMI chargé de l'assistance technique; Claire Liuksila, Directrice du Bureau de gestion de l'assistance technique; et Wieslaw Szczuka, Administrateur suppléant du FMI pour la Suisse.

Projet système général de diffusion des données (SGDD) en Afrique anglophone.

En septembre 2001, le Département du Royaume-Uni pour le développement international a approuvé aussi un crédit de 2,4 millions de dollars pour un projet de deux ans qui permettra au Département des statistiques du FMI d'aider 14 pays africains anglophones à améliorer la production et la diffusion de statistiques macroéconomiques et sociales fiables et ponctuelles dans le cadre du SGDD.

Assistance technique pour améliorer l'application des normes et des codes internationaux en Europe centrale et orientale et dans la Communauté des États indépendants.

En novembre 2001, l'Italie est devenue un donateur bilatéral au programme d'assistance technique du FMI. Elle a établi un sous-compte d'assistance technique, par lequel elle financera, à hauteur de 2 millions de dollars environ, l'assistance technique relative aux normes et aux codes internationaux dans la gestion financière, budgétaire et statistique.

Kawin Wilairat, Bureau de gestion de l'assistance technique du FMI.